

REGLEMENT DE CONSULTATION DE CANDIDATURE (RC1)

Réf SOLEIL : 2025-084-TB
Procédure retenue : Partenariat d'Innovation
« Etape 1 : Candidature »

**Objet : Etude, Prototypage et Acquisition des MIK(s)
(Multipole Injection Kicker) du futur anneau de stockage
de SOLEIL II**

PUBLIC

Date et heure limites de dépôt des candidatures :
Le 07 février 2025 à 16h00

Pour information, SOLEIL sera fermé à compter du samedi 21 décembre 2024 jusqu'au dimanche 5 janvier 2025 inclus.

Sur la plateforme de dématérialisation des achats de L'Etat « PLACE »
www.marches-publics.gouv.fr



La version électronique fait foi.

TABLE DES MATIERES

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. PROCEDURE.....	3
1.3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
2. INFORMATION AUX CANDIDATS PENDANT L'ETAPE 1	4
2.1. CONTENU ET OBTENTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	4
2.2. ORGANISATION DE L'ETAPE DE CANDIDATURE	5
2.3. PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	5
2.4. CONTENU DES CANDIDATURES	5
2.5. GROUPEMENT	6
2.6. SOUS-TRAITANCE	7
3. QUESTIONS/REponses PENDANT L'ETAPE 1	7
4. ECHANGES DEMATERIALISES.....	7
5. EXAMEN DES CANDIDATURES.....	7
5.1. RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE	7
5.2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
5.3. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	8

L'étape 1 de la procédure consiste à sélectionner les candidats. Seuls les candidats sélectionnés recevront un dossier complet de l'appel d'offres et seront invités à soumettre une offre. La sélection des candidatures tiendra compte du savoir-faire des candidats dans le domaine de la R&D et dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions innovantes.

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la mise en place d'un Partenariat d'Innovation relative à l'étude, la conception et la fabrication de ou des prototypes MIK, et la réalisation à plusieurs exemplaires des solutions retenues par SOLEIL.

Ces prestations seront réalisées pour le compte de la Division Accélérateurs et Ingénierie de la société civile Synchrotron SOLEIL, située à l'Orme des Merisiers, 91190 SAINT-AUBIN.

1.2. PROCEDURE

Dans le cadre de la passation de ses marchés, SOLEIL est soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique (CCP).

Dans le cadre de cette affaire, SOLEIL aura recours à un Partenariat d'Innovation défini à l'article L2172-3 ainsi qu'aux articles R2172-20 à R2172-32 du CCP.

SOLEIL a estimé la valeur du partenariat d'innovation supérieure aux seuils de procédure formalisée. Le Partenariat d'Innovation sera conclu à l'issue d'une procédure avec négociation avec chacun des candidats retenus. SOLEIL se donne la possibilité d'acquérir plusieurs solutions.

1.3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Cette procédure se déroulera en deux étapes :

Etape 1 (candidature) : objet de la présente publicité

- 1) Publication au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), et MarchésOnline,
- 2) Appel à candidature (délai de réception des candidatures de 30 jours minimum),
- 3) Sélection des candidats à la remise d'un dossier.

Le nombre de candidats admis à participer à la remise d'une offre sera au maximum de 5 (cinq). Le nombre minimum envisagé est de 3 (trois).

Si le nombre de candidats répondant aux critères de sélection est inférieur à 3, SOLEIL se réserve le droit de poursuivre la procédure avec les candidats ayant le savoir-faire technique et la capacité financière requis

Etape 2 (appel d'offres) :

- 1) Envoi du dossier d'appel d'offres et invitation aux candidats sélectionnés à présenter une offre (délai de réception des offres estimé à 30 jours, ce délai exact sera spécifié lors de l'envoi du règlement de la consultation de l'étape 2),
- 2) Analyse des offres des candidats,

3) Sélection des candidats (Partenaires) pour le Partenariat d'innovation,

Le partenariat d'innovation avec chaque candidat comprendra 3 phases successives :

Phase n°1 : Processus de recherche et de développement,

Phase n°2 : Prototypages,

Phase n°3 : Acquisition de la solution.

La structure, la durée et la valeur des différentes phases du partenariat d'innovation avec chaque Partenaire sont indépendantes et tiendront compte du degré d'innovation de la solution proposée, de la durée et du coût des activités de recherche et d'innovation requises pour le développement de la solution innovante.

Le partenariat d'innovation définira les objectifs de chaque phase que le Partenaire devra atteindre ainsi que la rémunération associée à chaque phase.

4) SOLEIL négociera sur chacune des phases avec chaque Partenaire,

Pour chaque phase, la négociation pourra se dérouler en plusieurs cycles si nécessaire.

A l'issue de chaque phase, sur la base des résultats obtenus, SOLEIL décidera :

- ✓ Soit de poursuivre l'exécution du partenariat d'innovation, éventuellement après avoir précisé ou modifié, avec l'accord du Partenaire, les objectifs de la phase suivante et les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre,
- ✓ Soit de mettre un terme au partenariat d'innovation. Cette élimination sera déterminée par application des critères d'attribution définis dans les documents de la consultation (Etape 2 de la procédure).

5) En phase n°3 du partenariat d'innovation « Acquisition la solution », SOLEIL pourra acquérir la ou les solutions si elles correspondent aux niveaux de performance et n'excèdent pas les coûts maximums prévus par le Partenariat d'Innovation.

2. INFORMATION AUX CANDIDATS PENDANT L'ETAPE 1

2.1. CONTENU ET OBTENTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le Dossier de Consultation des Entreprises est constitué à ce stade :

- du présent règlement de consultation de Candidature ETAPE 1,
- de la description sommaire du besoin référencée « TDR-SP1_11-ST-P-01198 ».

En application des articles R. 2132-7 à R. 2132-12 du Code de la Commande Publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et en complément des modalités classiques de déroulement de la consultation, les candidats sont invités à télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises via le site www.marches-publics.gouv.fr

Le site est libre d'accès pour les entreprises inscrites et permet les échanges des documents de la consultation. Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales. Chaque société qui candidate doit posséder un compte utilisateur **propre au numéro de SIRET de la société**.

Il est recommandé aux candidats de s'enregistrer, de s'identifier lors du téléchargement des documents. et de consulter régulièrement la plateforme. À ce titre, ils pourront s'authentifier sur le site et indiquer notamment une adresse de courrier électronique permettant de façon

certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions, rectifications ou réponses aux éventuelles questions de candidats. Seuls les candidats qui se seront identifiés pourront en effet être informés directement par courriel.

La responsabilité de SOLEIL ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Pour les candidats qui téléchargeraient les dossiers de consultation sans authentification ou si l'adresse communiquée est erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement PLACE pour s'informer des éventuelles modifications ou de la publication de questions/réponses.

Les candidats devront nécessairement prendre en compte les éventuelles modifications ou réponses apportées afin de formuler leur proposition.

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composants le dossier de candidature.

2.2. ORGANISATION DE L'ETAPE DE CANDIDATURE

La sélection des candidats admis à participer à l'étape 2 est prévue courant février 2025. SOLEIL procédera à l'ouverture des plis des candidatures et en vérifiera la complétude ; en cas de pièces manquantes ou incomplètes, SOLEIL pourra demander au candidat de compléter son dossier conformément aux dispositions de l'article R. 2144-2 du Code de la Commande Publique.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, ces dernières seront classées conformément aux critères de sélection des candidatures prévus ci-dessous. Les candidats non-retenus en seront informés.

2.3. PRESENTATION DES CANDIDATURES

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française ; les pièces des candidatures sont exprimées en EURO (chiffres d'affaires, compte de résultats...). Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre conformément aux dispositions de l'article R. 2151-12 du Code de la Commande Publique.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

2.4. CONTENU DES CANDIDATURES

Le soumissionnaire remet un dossier intitulé « **Candidature** » qui, à défaut de l'utilisation du **DUME** (Document Unique de Marché Européen), devra comporter les éléments suivants :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Le candidat peut être un opérateur économique unique ou un groupement avec un représentant désigné qui représentera les membres du groupement.

A défaut, le candidat devra envoyer un fichier zip comprenant les documents suivants :

- le formulaire **DC1** (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent,
- le formulaire **DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent,
- un extrait **Kbis** ,

- lorsqu'il appartient à un groupe, une **attestation certifiant de son autonomie commerciale** et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe,
- Une **Déclaration sur l'honneur** du candidat pour justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la Commande Publique et qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente.

Un document précisant la capacité économique et financière (pour chaque membre du groupement, dans le cas où le candidat est un groupement d'entreprises), comprenant des informations sur le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Renseignements permettant d'évaluer la technique de l'entreprise :

Un document présentant les capacités, les connaissances, l'expérience techniques et qualifications professionnelles, ainsi que les moyens (équipements) nécessaire au regard de la consultation en cours (pour chaque entreprise, dans le cas où le candidat est un groupement d'entreprises), comprenant :

- Description de l'expertise et des antécédents propres ou développés dans le cadre du projet, les capacités doivent être clairement listées => Sous-critère 1, Sous-critère 2, Sous-critère 3.
- les ressources humaines (effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ; les effectifs seront donnés par qualification professionnelle et par fonction dans le domaine concernés, afin de juger de l'adéquation des ressources humaines au domaine du marché,
- les moyens techniques de l'entreprise (outillage, matériel, équipement technique).

2.5. GROUPEMENT

Les entreprises peuvent présenter leur candidature seules ou en groupement solidaire ou conjoint. Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de SOLEIL.

Il est rappelé que, sauf exception mentionnée à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ainsi qu'en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

2.6. SOUS-TRAITANCE

La candidature, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du Titulaire via le formulaire DC4.

3. QUESTIONS/REPONSES PENDANT L'ETAPE 1

Les questions éventuelles des candidats doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de SOLEIL (PLACE)** au plus tard six (4) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de SOLEIL est accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse écrite de la part de SOLEIL sera fournie à tous les candidats.

4. ECHANGES DEMATERIALISES

Votre dossier de candidature devra être déposé sur la plateforme au plus tard le :

07 février 2025, à 16 heures, (délai de rigueur).

Aucune dérogation à cette date ne sera admise. Passé ce délai (horodatage de la plateforme), la candidature ne sera pas prise en considération pour la suite de la procédure.

Transmission par voie électronique : Pour transmettre votre candidature par voie électronique, il suffit de s'inscrire sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des candidatures se fera **exclusivement** par voie électronique sur notre plateforme.

Le mode de transmission des éléments de la candidature est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature électronique n'est exigée.

Dans le cadre du dépôt du **dossier de candidature** sur la plateforme, il est rappelé que tous les éléments composant la candidature doivent être **déposés en une seule fois.**

Une société qui candidate ne peut pas déposer une candidature pour le compte d'une autre société.

5. EXAMEN DES CANDIDATURES

5.1. RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, SOLEIL peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

5.2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

SOLEIL se réserve la possibilité de poser des questions aux candidats dans le but de clarifier leur dossier. Les réponses auront pour objectif de préciser la candidature.

5.3. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2142-1 à L.2142-27, R. 2143-1 à R. 2143-16 du CCP et donnera lieu à un classement des candidatures.

Lors de l'examen de ces candidatures, SOLEIL éliminera les candidatures qualifiées d'inappropriées au sens du CCP.

L'évaluation et le classement des candidatures recevables seront faits sur la base des critères de sélection et objectifs de limitation du nombre de candidats suivants :

Critère 1 : Capacité économique et financière (2 points) :

Le chiffre d'affaires annuel hors taxes, réalisé au cours des trois dernières années certifiées, dans le domaine du marché, sera analysé ;

Critère 2 : Evaluation de la qualité de l'entreprise [technique et savoir-faire] (8 points) :

- **Sous-critère 1** : Capacité de recherche et développement sur des dépôts métalliques sur des pièces en céramique techniques, indépendamment de la méthode proposée. (3 points).
- **Sous-critère 2** : Capacité de recherche et développement en usinage de précision de pièces en céramique technique, incluant éventuellement l'usinage ou le retrait de dépôt métallique. (3 points).
- **Sous-critère 3** : Capacité de recherche et développement dans le brasage de pièces métalliques sur des céramiques techniques. (2 points).

Dans le cas où le candidat disposerait d'un produit protégé par un/des brevet(s) ou par un contrat de distribution exclusive, ce dernier transmettra les documents s'y afférant.

Les candidats ayant obtenu une note d'au moins 7/10 seront invités à participer à la procédure avec négociation. Dans le cas où il y aurait plus de cinq candidats ayant obtenu une note de 7/10 ou plus, seuls les cinq meilleurs candidats seront invités à participer.

Un sous-critère qui serait noté à zéro ne sera pas considéré comme éliminatoire pour le candidat mais se verra pénalisé.